



## Compte rendu du Comité national de consultation patronale-syndicale de l'IPFPC et de l'AFPC

Le 25 mars 2014  
Pièce T2-3-313, 1400, chemin Merivale  
De 13 h à 17 h

### Présents :

#### ACIA

D<sup>r</sup> B.A. (Bruce) Archibald  
Mme Mary Komarynsky  
Mme Catherine Airth  
Mme Colleen Barnes  
Mme Karen Kennedy  
M. Stephen Baker  
D<sup>r</sup> Moxit Baxi  
Mme Shalene Curtis-Micallef  
Mme Geneviève Desjardins  
M. Gérard Étienne  
Mme Cynthia Richardson  
M. Michel Lessard  
M. Paul Mayers  
M. Daniel Paquette  
Mme Susan Shaw  
Mme Alexandra Sutton  
Mme Wendy Fairs  
Mme Tammy Jeffery  
Mme Traci Mathias  
Mme Nancy Dobbelsteyn  
M. Trevor Janzen  
Mr Bashir Maji

#### AFPC

M. Bob Kingston  
M. Fabian Murphy  
M. Rick Cormier

#### IPFPC

D<sup>re</sup> Lina Johannson  
M. Hussien Bashah  
Mme Sylvie D'Alcantara  
D<sup>r</sup> Ravi Rai  
D<sup>r</sup> Umadatt Singh  
D<sup>r</sup> Ayman Soryal

### 1. Mot d'ouverture

Le D<sup>r</sup> Archibald souhaite la bienvenue à tous et mentionne que le dialogue patronal-syndical est essentiel pour la progression du programme de transformation de l'ACIA. Il exprime sa reconnaissance envers tous les professionnels dévoués qu'il a rencontrés et qui sont extrêmement passionnés et fiers de l'Agence et du travail qu'ils y font. Le D<sup>r</sup> Archibald mentionne qu'il est important de maintenir un dialogue patronal-syndical ouvert et franc au niveau approprié. Selon lui, un Comité national de consultation patronale-syndicale devait parler de l'orientation stratégique de l'ACIA, y compris de sa transformation. Il mentionne que bien qu'il soit prêt à parler de problèmes chroniques qui ne peuvent être abordés à d'autres tables, il ne considère pas que la résolution de ces problèmes soit le but principal de la réunion, mais qu'elle constitue un sujet parmi tant d'autres à traiter.

Le D<sup>r</sup> Archibald mentionne aussi que des accords préliminaires ont été conclus avec les deux syndicats, et, bien que la prochaine série de négociations sera exigeante, il est impatient de commencer, le plus tôt possible, et espère qu'un accord sera conclu avant l'expiration de l'actuelle convention collective. Il est d'avis qu'il est positif de parler des avantages et des désavantages à être en synchronisation avec la fonction publique centrale.

## **2. Rapport en double aux ministères**

L'IPFPC relaie diverses préoccupations relevées par ses membres au sujet de la présentation de rapports sur des problèmes qui peuvent être applicables au ministère de la Santé et au ministère de l'Agriculture. Le D<sup>r</sup> Archibald répond que l'idée était de simplifier le plus possible le processus. Le ministère de la Santé a la pleine responsabilité de l'Agence et du budget, tandis que le ministère de l'Agriculture est responsable des toutes les lois relevant de l'ACIA. Bien que la procédure n'ait pas été aussi claire que prévu, il existe une collaboration entre les bureaux des ministres et la structure de présentation de rapports semble fonctionner. S'il existe des doutes concernant la responsabilité, l'ACIA en parlera aux ministres.

## **3. Modernisation de l'inspection/transformation de l'agence**

Mme Airth explique que la transformation de l'Agence sert à renforcer son fondement législatif, ses programmes réglementaires et l'exécution des inspections. Elle mentionne que le cadre réglementaire de l'Agence est conforme aux objectifs et que des présentations ont été faites au personnel dans le cadre de la mobilisation du personnel en interne. Si les syndicats souhaitent obtenir des webinaires sur divers aspects, ils doivent communiquer avec Mme Airth.

Les fonctions ont été regroupées en quatre modèles : évaluation des risques, gestion de programmes et opérations sur le terrain, délivrance de permis, exportations et importations, contrôle, application de la loi, recours liés aux plaintes et aux appels. Le quatrième groupe comprend les éléments fondamentaux du rendement du système, des ressources humaines et de la gestion de l'information et technologie de l'information.

Une mise au point sur l'état actuel du cadre du programme alimentaire est présentée. Mme Barnes indique que la première version est presque prête et sera alors partagée et que l'objectif est une mise en œuvre d'ici deux ans. Elle mentionne que l'échéancier d'examen des Règlements est très ambitieux et que la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* ne peut entrer en vigueur avant que tous les Règlements ne soient prêts.

Une discussion a lieu au sujet de l'exécution de certaines fonctions précises en vertu de ce nouveau modèle.

Le D<sup>r</sup> Archibald propose de tenir d'autres séances d'information pour que le personnel comprenne les changements qui vont affecter directement leur travail. Il sollicite également une rétroaction sur l'utilisation des webinaires pour la diffusion de l'information aux employés.

**Mesure :** **Si les syndicats souhaitent obtenir des webinaires sur divers aspects, ils doivent communiquer avec Mme Airth.**

**Demande de rétroaction sur l'utilisation des webinaires pour la diffusion de l'information aux employés.**

#### **4. Proposition de mobilisation relativement à la transformation de l'Agence**

M. Souigny propose de créer un calendrier des activités de mobilisation afin de transmettre l'information aux syndicats, profiter de l'occasion d'établir des liens, solliciter des commentaires des syndicats sur les moyens de transmettre l'information aux employés et s'efforcer de mettre en œuvre un changement culturel à l'Agence. Les deux agents négociateurs sont favorables à la proposition. Une discussion portant sur l'importance d'informer les employés qu'il n'y aura pas d'autres suppressions de postes pendant la mise en œuvre de la transformation; cependant, dans de nombreux cas, les tâches qu'accomplissent actuellement les employés vont changer. M. Kingston exprime son inquiétude au sujet des suppressions de postes de direction et d'administration en vertu du PARD qui ont déjà été réalisées, et de l'augmentation de la tâche des employés de première ligne.

**Mesure : M. Souigny va créer et distribuer un calendrier des activités de mobilisation.**

#### **5. Lutte contre les maladies animales et éradication**

L'IPFPC demande des renseignements au sujet des changements qui surviendront et du plan de mise en œuvre de ces changements, particulièrement en ce qui a trait à la rage et à la maladie débilitante chronique (MDC).

M. Mayers avise que, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014, chaque province est responsable de la collecte des échantillons pour les tests de dépistage de la rage et chacune a sa propre procédure. L'ACIA a élaboré et fourni des modules de formation, et a offert son aide pour donner la formation afin que les provinces soient confortables dans ce nouveau rôle.

M. Mayers rappelle au sujet de la MDC, qu'après le Budget de 2012, le ministre Ritz a créé un groupe de travail pour recenser les options disponibles. Ce travail est maintenant terminé et le ministre va choisir l'option à mettre en œuvre. Certes les changements ne seront pas en place pour le 1<sup>er</sup> avril 2014, mais ils devraient l'être bientôt.

En réponse à une discussion au sujet des économies et des coûts associés aux changements de programme, M. Mayers affirme que, dans tous les programmes, les économies sont supérieures aux coûts engagés.

#### **6. Reclassification et descriptions d'emploi : Division importations/ exportations**

L'IPFPC demande des renseignements au sujet de l'annonce diffusée par la Direction générale de la politique et des programmes à savoir que la réorganisation de la Direction entraînera des reclassifications. M. Étienne déclare que ce sujet affecte les directions des programmes et des RH et suggère que

M. Mayers se limite à la réorganisation et qu'une autre rencontre soit planifiée pour parler des descriptions d'emploi.

M. Mayers explique que la réorganisation est nécessaire pour accroître l'expression horizontale, car la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* sera davantage axée sur les résultats et la gestion des risques. Il reconnaît l'importance des communications et d'un dialogue continuel concernant les rôles et responsabilités, pendant la transition à un seul programme alimentaire. Il note qu'il y a là une occasion d'apprentissage pour les employés et que des formations seront données. Il indique que dans la restructuration il y aura toujours un besoin de spécialisation par produit.

## **9. Diarrhée épidémique porcine**

L'IPFPC recommande qu'une analyse des efforts soit entreprise pour prévenir l'incursion de la maladie et contenir la propagation d'autres maladies animales afin d'atténuer les risques potentiels que des maladies animales exotiques soient introduites au Canada. M. Mayers convient et informe que les secteurs concernés ont commencé à intégrer les pratiques exemplaires.

**Mesure :** M. Mayers parlera de cela avec le vétérinaire en chef.

## **10. Prochaine réunion du CNCPS :**

Des demandes de réservation ont été envoyées pour le mardi 7 octobre 2014 et le mardi 14 avril 2015 pour les prochaines réunions du Comité national de consultation patronale-syndicale.

## **11. Tour de table**

**Mesure :** Par suite de la discussion avec M. Kingston sur les centres d'expertise, M. Baker va envoyer à M. Kingston une liste des sept fonctions principales liées au travail des centres d'expertise.

**Mesure :** Par suite des discussions avec Mme D'Alcantara relativement à un problème avec les inspecteurs du Québec qui vont reprendre leur poste d'attache le 1<sup>er</sup> avril 2014, et qui ne sont pas remplacés, M. Baker fera le suivi avec Robert Charlebois (Ph. D.)

## **Mot de la fin**

Le D<sup>r</sup> Archibald souligne que la réunion a été très productive et que bon nombre de sujets ont été abordés. Il note que l'échéancier pour la transformation de l'Agence est plutôt ambitieux et que la participation des syndicats et des employés est essentielle. Il mentionne également qu'il faut accorder une grande importance à la formation des employés qui assument de nouvelles fonctions. Il remercie toutes les personnes présentes d'avoir assisté à la réunion et dit qu'il pense déjà à la prochaine occasion de discuter des enjeux importants pour l'agence.

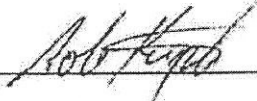


14 JUIL. 2015

---

D<sup>r</sup> B.A. (Bruce) Archibald  
Président, Direction générale des ressources humaines  
Agence canadienne d'inspection des aliments

Date

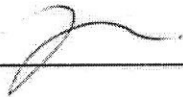


---

M. Bob Kingston  
Président national, Syndicat de l'agriculture  
Alliance de la fonction publique du Canada

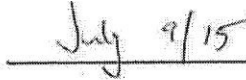


Date



---

D<sup>re</sup> Lina Johansson  
Présidente de l'Équipe de consultation nationale  
Institut professionnel de la fonction publique du Canada



Date